



Baden, le 25 Octobre 2006.

Son Excellence Monsieur Kofi A. ANNAN,
Secrétaire Général des Nations Unies,
Excellences Mesdames et Messieurs les Hauts Fonctionnaires
des Nations Unies et des Organisations Internationales,
Excellences Mesdames et Messieurs les Conseillers Fédéraux
de la Confédération Helvétique,
Mesdames et Messieurs,

Sollicitude pour un Soutien moral à l'occasion du Colloque international sur les Crimes de Sang massifs au TOGO organisé le 25 novembre 2006 à Genève.

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Nous venons très respectueusement solliciter de votre haute bienveillance la faveur de bien vouloir nous apporter symboliquement votre soutien moral et/ou matériel dans le cadre d'un Colloque international organisé le **25 novembre 2006** à Genève sur le thème:

«Etat de Non-Droit, Crimes organisés et Culture de l'Impunité comme Causes des Migrations massives vers l'Europe et frein au développement socioéconomique en Afrique subsaharienne : Le Cas du TOGO.»

En effet, depuis l'assassinat crapuleux du premier Président démocratiquement élu du TOGO, S. E. Sylvanus OLYMPIO à la date du 13 janvier 1963, ce petit pays de l'Afrique de l'Ouest comptant aujourd'hui environ 5 millions d'habitants est plongé dans un cycle infernal de **Crimes de sang** crapuleux et de **Massacres massifs** de la Population Civile par le régime sanguinaire et brutal de feu **Etienne Eyadema GNASSINGBÉ** incarné aujourd'hui par le fils du dictateur défunt en la personne du sieur **Faure Essozimna GNASSINGBÉ**.

La vie quotidienne du Peuple Togolais est constituée depuis cette date jusqu'à ce jour des événements très barbares et des actes ignobles comparables aux atrocités du régime nazi en Allemagne et du régime d'Apartheid en Afrique du Sud: les répressions sanglantes des manifestations pacifiques, les camps de torture entretenues par des milices au sein des Forces Armées Togolaises et des milices privées entretenues par les enfants et proches parents du dictateur, les fosses communes pour faire disparaître la dépouille mortelle des victimes, le largage de la dépouille mortelle des victimes en mer ou dans la lagune de Lomé, les viols massifs des femmes (même enceintes!), le viol des femmes de plus de 80 ans (!), les épurations 'ethniques' sous forme d'**assassinat des nouveaux-nés âgés de moins d'un an** (!), les enlèvements à domicile des personnes supposées hostiles au régime, l'agression et l'assassinat des Journalistes de jour



comme de nuit, la destruction des biens meubles et immeubles, l'exode massif des Togolaises et des Togolais ...

Les récents événements sanglants qui corroborent cette description lugubre et traumatisante de la vie sociopolitique du TOGO remontent à la période d'avril à juin 2005, une période pendant laquelle **plus de 500 Citoyens Togolais** ont été brutalement massacrés par des éléments des Forces Armées Togolaises et des milices privées entretenues par les proches du dictateur défunt Etienne Eyadema GNASSINGBÉ et plus de **40'000 Citoyens Togolais** poussés vers l'exil selon un rapport établi par l'ONU en septembre 2005.

La croissance vertigineuse de ce cycle de violence inouïe depuis les années 1990 oblige aujourd'hui plus d'un million de Citoyens Togolais à vivre à l'étranger, selon les statistiques de différents Services des Migrations. Le flux migratoire des Togolais vers les pays européens et plus particulièrement vers la SUISSE s'est multiplié par quinze au moins entre 1991 et 2005, selon plusieurs sources de ces Services des Migrations !

Mais force est de constater que les médias publics et privés tant en SUISSE que dans d'autres pays européens s'intéressent peu aux **vraies causes sociopolitiques** et **socioéconomiques** de ces **migrations massives** en provenance du TOGO. Ce traitement insuffisant d'informations sur le drame sociopolitique et socioéconomique du TOGO a souvent entraîné des décisions politiques très défavorables envers les Migrants Togolais tant en SUISSE que dans d'autres pays européens.

C'est donc dans le souci de sensibiliser davantage l'opinion politique et publique sur les **vraies causes des migrations massives** actuelles des Togolais vers la SUISSE et vers les pays de l'Union Européenne que notre Organisation a décidé de la tenue d'un Colloque international le **25 novembre 2006** à Genève, en collaboration avec la section togolaise de l'Organisation des Journalistes des Droits de l'Homme (**JDHO-TOGO**).

L'importance et l'urgence de la problématique thématisée dans ce Colloque se traduisent depuis la première annonce médiatique le 23 octobre 2006 par des inscriptions massives qui dépassent déjà largement nos modestes prévisions initiales. Nous espérons donc que votre Soutien moral sera un réconfort aussi bien pour nous les Organisateur que pour tous les Participants.

Fidèles à nos Principes de Gratitude et de Transparence, nous vous ferons parvenir personnellement le compte rendu exhaustif du Colloque et publierons par ailleurs la liste des Personnalités et Institutions sollicitées pour ce soutien symbolique à travers le Journal en ligne www.togocity.com, à travers différents quotidiens suisses, à travers plusieurs journaux togolais et à travers notre propre site web www.pyramidofyewe.org .

Dans l'espoir de trouver un écho favorable auprès de vous, nous vous prions de croire, Excellence Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de nos sentiments de Respect et de nos cordiales salutations.

Pour PYRAMID of YEWEH
Le Coordinateur Général et Porte-Parole

Komdedzi Kofi FOLIKPO,
(M.A., Dipl. Inform. UNI)



Liste des Destinataires

- Son Excellence Monsieur **Kofi A. ANNAN**, Secrétaire Général de l'ONU, New York (USA).
- Son Excellence le Conseiller Fédéral **Dr. Christoph BLOCHER**, Département Fédéral de la Justice et de la Police (DFJP), Berne (SUISSE).
- Son Excellence la Conseillère Fédérale Madame **Micheline CALMY-REY**, Département Fédéral des Affaires Etrangères (DFAE), Berne (SUISSE).
- Son Excellence le Conseiller Fédéral **Pascal COUCHEPIN**, Département Fédéral de l'Intérieur (DFI), Berne (SUISSE).
- Son Excellence Madame **Carla Del PONTE**, Procureur du Tribunal Pénal International pour l'Ex-Yougoslavie, La Haye (PAYS-BAS).
- Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH), Genève (SUISSE).
- Son Excellence Monsieur le Juge **Philippe KIRSCH**, Président de la Cour Pénale Internationale, La Haye (PAYS-BAS).
- Son Excellence Madame la Juge **Akua KUENYEHIA**, Vice-Présidente de la Cour Pénale Internationale, La Haye (PAYS-BAS).
- Son Excellence Monsieur **Adolf OGI**, Ancien Président Fédéral de la Confédération Helvétique (SUISSE).
- Son Excellence Monsieur le Professeur **Dr. Klaus SCHWAB**, Président-Fondateur du World Economic Forum, Genève (SUISSE).
- Son Excellence Monsieur le Professeur **Jean ZIEGLER**, Rapporteur Spécial du Haut Commissariat des Droits de l'Homme de l'ONU, Genève (SUISSE).